



Communiqué intersyndical à l'occasion du groupe de travail « Dialogue social » du 15 mai 2012

La convocation de ce groupe de travail, théoriquement consacré au dialogue social, intervient à une date très étrange. En effet, les orientations, les règles et les acteurs de ce dialogue social sont susceptibles de changer ou sont sur le point de le faire :

- au moment même où cette réunion est convoquée, un nouveau Président de la République prend ses fonctions et doit nommer un Premier Ministre puis un Gouvernement. Il n'est pas certain que ce nouvel exécutif mette totalement ses pas dans ceux du précédent concernant le dialogue social dans la Fonction publique.
- un certain nombre de textes doivent encore être adoptés sur des points en suspens par rapport à l'ordre du jour. C'est en particulier le cas concernant les nouvelles règles en matière de droits syndicaux pour lesquelles les circulaires Fonction publique sont attendues depuis des mois.
- enfin, même sans focaliser sur les rumeurs de changement à la tête de notre administration, le poste de responsable des ressources humaines est vacant depuis des mois et ne sera occupé que dans 15 jours.

Cette réunion n'est donc pas utile car elle ne pourra pas permettre de répondre aux questions qui se posent en matière de dialogue social.

Ces questions sont pourtant nombreuses et la première est celle de la qualité des relations sociales.

En l'occurrence, malgré le satisfecit prononcé par M. Bonnet lors de la formation de élus en comité technique hier à Bercy, la tempête soulevée par l'attaque contre les ID sa gestion (ou son absence de gestion) prouvent que le dialogue social est bien malade dans notre administration. C'est ce que sont venus vous rappeler les collègues rassemblés une nouvelle fois devant la Direction générale pour exiger le retrait de cette note provocatrice.